À propos de l'évolution de la géographie française

André Fisher

Volume 32, numéro 87, 1988

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/021987ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/021987ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (imprimé)

1708-8968 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Fisher, A. (1988). À propos de l'évolution de la géographie française. *Cahiers de géographie du Québec*, 32(87), 353–354. <https://doi.org/10.7202/021987ar>

À PROPOS DE L'ÉVOLUTION DE LA GÉOGRAPHIE FRANÇAISE *

par

André FISHER

Université de Paris I, Paris, France

La première session du colloque «Géographie, état des lieux», consacrée aux «génalogies» de la discipline, a été l'occasion d'un premier débat visant à éclairer l'histoire des mutations de la géographie et le choix des moments fondamentaux de son évolution. Les lignes qui suivent se proposent d'apporter une contribution à ce débat.

Non sans nuances, et en dépit de quelques divergences sur le poids des processus, l'accord a semblé se faire entre divers intervenants pour considérer que l'adoption des techniques statistiques, des méthodes mathématiques, de l'informatique et de la démarche systémique a constitué le moment fondamental de la mutation scientifique récente de notre discipline. Il n'est certes pas question de minimiser l'impact de la «révolution quantitativiste» sur la géographie mais bien des arguments permettent de considérer cette position comme un peu trop réductrice. Il n'est guère contestable que le recours à l'informatique et à la démarche systémique, en permettant à la géographie d'accéder à un langage commun aux diverses sciences sociales et en provoquant une vigoureuse reprise de la réflexion épistémologique chez les géographes, a apporté des changements profonds. De même, on sait bien que l'analyse spatiale est devenue plus rigoureuse et a été considérablement enrichie à partir de l'utilisation des outils statistiques et mathématiques. Pourtant, là n'est pas l'essentiel.

Je pense que la véritable «révolution» de la géographie française, le point d'inflexion majeur de son évolution, correspond plutôt à un double changement intervenu dans les années soixante, précisément au moment où s'affirme la «révolution quantitativiste» dont elle va bien sûr bénéficier : changement dans les objectifs de la discipline d'abord, changement dans les perspectives de la discipline ensuite. Tout autant que les mutations d'ordre technique, ces changements, d'objectifs et de perspectives, sont à l'origine de la nouvelle réflexion épistémologique qui se développe dans et sur la géographie. Mais la nuance est grande entre ces deux démarches : le recours à la méthode quantitative a surtout conduit à une remise en question des caractères «scientifiques» de la géographie alors que le changement dans sa finalité première a plutôt conduit à poser la question de sa place relative dans l'ensemble des sciences sociales.

En simplifiant les choses, mais sans aller jusqu'à la caricature, on peut considérer que la géographie classique relève pour une bonne part de «l'art de la description»,

d'où l'importance du paysage et des caractères physiques du milieu, la fréquence des causalités élémentaires et des déterminismes discutables, l'idée souvent admise que le géographe peut et doit être un observateur neutre de l'espace géographique dans lequel il n'est pas directement impliqué. Au plan scientifique, la rupture se produit lorsque la communauté des géographes se trouve confrontée à une double interrogation : quelle doit être la position de la géographie à l'égard des préoccupations liées à l'émergence du « phénomène Tiers-Monde », à l'échelle planétaire, et du « phénomène aménagement du territoire », à l'échelle des pays industrialisés ? Les analyses descriptives et les monographies traditionnelles peuvent-elles apporter une contribution « utile » et « opératoire » au corps social ? Au passage, remarquons d'une part que ces interrogations s'expriment avec le plus de vigueur au cours de la même période des années soixante et, d'autre part, qu'elles justifient chez bien des géographes le souci de « faire sortir la géographie de l'Université ».

Dès lors, la géographie prétend être une discipline dotée d'une capacité explicative pour ce qui concerne l'organisation et plus encore le fonctionnement de l'espace, d'où l'intérêt croissant pour le modèle, pour les caractères normatifs, pour la capacité prédictive. C'est en cela que l'on peut parler d'un changement radical dans les objectifs de la discipline, changement qui justifie tout à la fois l'intérêt grandissant pour l'outil mathématique et le rapprochement qui se fait alors avec l'économie et la sociologie. Par ailleurs, cette finalité nouvelle s'accompagne d'une autre prétention, qui rend encore plus nécessaire le recours aux techniques et aux méthodes nouvelles : celle de constituer une discipline active, appliquée, applicable (pour reprendre les termes les plus courants), au même titre que l'urbanisme, la planification et l'aménagement avec qui les relations se développent rapidement. Concrètement, peut-on comprendre la remise en cause des vieux principes de la démarche idiographique et de l'exceptionnalisme, ou bien la rapide émergence de l'optique fonctionnaliste, en géographie régionale, sans tenir compte de ces changements ? Bien entendu, ces mutations influencent aussi les postulats et les présupposés de la discipline : désormais plus « utile », la géographie devient aussi plus « sociale ». Le géographe ne peut plus être l'observateur extérieur et impartial d'autrefois, il est devenu un acteur direct des transformations de l'espace géographique, un acteur dont les interventions, les options, les positions idéologiques comptent.

Au total, la mutation contemporaine de la géographie est bien marquée par une « révolution », mais une révolution qui est moins celle des instruments et des techniques que celle de la finalité scientifique première de la discipline. Cette révolution, n'est-elle pas fort bien illustrée, en particulier, par l'opposition entre les *Annales de géographie* et l'*Espace géographique* ? Il est vrai que sans les apports de la géographie quantitative, le changement radical dans la finalité de la discipline n'eût probablement été que vaine prétention. Mais cela ne justifie pas que l'on accorde, au plan scientifique, la priorité à « la révolution des moyens » sur « la révolution de l'objet ». Alors, ruptures ou continuité dans l'évolution de la géographie française depuis Vidal de La Blache ? La question est peut-être moins pertinente qu'il n'y paraît. Insister sur la révolution des techniques utilisées par les géographes revient nécessairement à donner la priorité aux ruptures alors que mettre l'accent sur le changement de finalité conduit à privilégier les faits de continuité. Le débat qui eut cours lors de la première session du colloque était-il bien pertinent ?

NOTE

* Ce texte a été transmis à la Rédaction des *Cahiers* par l'entremise de monsieur Olivier Soubeyran. Son auteur l'a rédigé après avoir assisté à la première session du colloque, session articulée autour du thème « Généalogies. Histoire d'une mutation ».